

ARRÊTÉ

Arrêté n° : SL/ST/2025/ 81

Autorisation de travaux,
Interdiction de stationnement,
Occupation du domaine public,

Du lundi 10 Février 2025,
Au vendredi 23 Mai 2025,

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et
notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux de reprise
d'AEP et d'aménagement de la voirie, par
l'entreprise **DEGAUCHY**, il est nécessaire d'occuper
les emprises, d'interdire le stationnement et la
circulation, au droit du chantier Rue du Haut de
Villevert.

ARRÊTONS

Article 1 : Le stationnement des véhicules de toute nature sera interdit et considéré comme gênant,
au droit du chantier Rue du Haut de Villevert, du lundi 10 Février 2025 au vendredi 23 Mai 2025.

Article 2 : La circulation des véhicules de toute nature sera interdite, au droit de la Rue du Haut de
Villevert, du lundi 10 Février 2025 au vendredi 23 Mai 2025.

Article 3 : L'entreprise **DEGAUCHY** est autorisée à intervenir sur le domaine public au droit du chantier
Rue du Haut de Villevert, du lundi 10 Février 2025 au vendredi 23 Mai 2025.

Article 4 : L'entreprise se conformera aux prescriptions du manuel du chef de chantier pour la mise en
place de son balisage et aux prescriptions techniques formulées.

Article 5 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies
conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la
Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 6 : L'entreprise est responsable de la mise en place et du maintien de tout le balisage adéquat
durant le chantier.

Article 7 : Les panneaux de stationnement interdit (7 jours avant le début du chantier), d'interdiction
de circulation et de déviation seront mis en place par l'entreprise.

Article 8 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de
l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour
saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi
notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site
www.telerecours.fr

Article 10 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
- Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
- Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis

Publiée et affichée aux lieux et places habituels.

0 4 FEV. 2025

Fait à Senlis, le

Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation,



Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire